

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 16/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAT'X (ex Centre Technique de Menjun)

RD 1 - Route de Villeneuve
40090 Bougue

Références : -

Code AIOT : 0003104847

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement MAT'X (ex Centre Technique de Menjun) implanté RD 1 - Route de Mont-de-Marsan 40090 Bougue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAT'X (ex Centre Technique de Menjun)
- RD 1 - Route de Mont-de-Marsan 40090 Bougue
- Code AIOT : 0003104847
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières R. BARDIN avait été autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral PR/DAGR/n° 263 du 15 mai 1997, une carrière à ciel ouvert de sable grave et calcaire coquillier sur le territoire des communes de Bougue et de Saint-Cricq-Villeneuve, sur une superficie de 7,22 ha. L'autorisation était accordée pour une durée de 15 ans. La production maximale de la carrière était de 180 000 tonnes/an.

En juillet 1999, le récolement de la partie Est de la carrière (environ 1 ha) a été réalisé. La société BARDIN a été rachetée par le Groupe ROY TP en juillet 2018. Par transmission datée du 17 décembre 2020, l'exploitant signale l'arrêt définitif de l'exploitation de la carrière et détaille le réaménagement du site prenant en compte un usage futur différent de la remise en état initialement prévue.

La partie Ouest du site (environ 2,4 ha) est conservée sous forme de plateforme, notamment afin de servir de zone de transit pour les matériaux acheminés par bande transporteuse depuis la carrière voisine (environ 4,8 ha). Elle est incluse dans le projet d'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) déposé en mai 2019.

L'autorisation pour l'entreprise Centre Technique de Menjun (CTM) du Groupe ROY d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur les communes de Bougue et de Saint-Cricq-Villeneuve a été confirmée par l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2021-478, daté du 8 juillet 2021.

Le changement d'exploitant de l'installation de déchets inertes au bénéfice de la société MAT'X du Groupe ROY a été notifié le 1^{er} février 2023.

Les activités du site relèvent des rubriques 2515, 2517 et 2560 de la nomenclature des installations classées.

L'emprise totale du site est de 6,10 ha et correspond aux parcelles cadastrées sous la section C n° 89, 90, 530pp, 531pp et 534pp sur la commune de Bougue et sous la section ZE n° 67pp, 797pp, 871 et 872 sur la commune de St-Cricq-Villeneuve.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
4	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	du site		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Catégorie	Document / Information	Objectif Principal
Sécurité Incendie	Rapport d'entretien des extincteurs	Assurer le bon fonctionnement des moyens de première intervention en cas d'incendie et la conformité réglementaire.
Formation du Personnel	Attestation employeur de formation de M. Mallard	Prouver que l'employé M. Mallard a reçu la formation nécessaire conformément à l'article 14 de l'AM du 12/12/2014 pour ses fonctions.
Organisation du Site	Liste des personnes autorisées sur site	Identifier clairement qui est habilité à être présent , important pour la sécurité , la traçabilité et l' accès aux zones sensibles .
Procédures d'Urgence	Surveillance, entretien, conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie	S'assurer que les procédures d'urgence sont claires, écrites et diffusées à l'ensemble du personnel concerné.
Panneau de signalisation et d'information	Raison sociale et adresse de l'exploitant	Mise à jour des informations

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien/débroussaillage
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées . Les

émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.
Constats : <i>Gestion et Entretien des Abords du Site Moyens et Responsabilités</i> La commune et l'exploitant disposent des équipements et des machines nécessaires pour l'entretien des abords du site. Les travaux d'entretien et de débroussaillage sont effectués selon une fréquence biennale (tous les deux ans).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.
Constats : <i>Moyens de lutte contre l'incendie</i> <ul style="list-style-type: none"> • Extincteurs : oui • Date de vérification : 05/2025 • Organisme vérificateur : Cap incendie
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir le rapport d'entretien des extincteurs du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée :

I. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une **personne nommément désignée par l'exploitant**, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. **Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site.** Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. [...]

Constats :

Personne désignée :

- M. Mallard Guillaume, a priori Responsable du site/de l'installation, est désigné par l'exploitant.

Les personnes autorisées sur le site doivent être nommément identifiées dans une liste :

- Non-conformité partielle : sa liste des personnes autorisées, bien que présente, est incomplète.
- Défaut de Renseignement : seule la fonction Ressource Humaine (RH) est actuellement renseignée sur le document d'identification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir :

1°) l'attestation de l'employeur ou tout document probant qui :

- désigne formellement M. Mallard Guillaume comme responsable de l'installation/du site,
- atteste qu'il a effectivement suivi les formations requises.

2°) la justification des personnes autorisées sur le site avec mise en conformité des documents (copie de la fiche et attestation d'affichage).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Clôture/portail

Prescription contrôlée :

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site,

tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.
Constats : Il est constaté la présence d'une clôture physique assurant la délimitation et la protection du site contre les intrusions. L'accès unique est géré par un portail d'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22		
Thème(s) : Situation administrative, Panneau de signalisation		
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none"> - l'identification de l'installation de stockage ; - le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; - les jours et heures d'ouverture ; - la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; - le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.		
Constats : Un panneau de signalisation et d'information est positionné à proximité immédiate de l'entrée principale du site <ul style="list-style-type: none"> • Les panneaux sont en matériaux résistants et les inscriptions sont inaltérables (Conforme). Le tableau suivant récapitule la présence et la conformité des informations exigées :		
Information Requise	Présence (Conformité)	Statut / Observation
Identification de l'installation de stockage	Conforme	
Numéro et date de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Conforme	
Raison sociale et adresse de l'exploitant.	Non-conforme	À mettre à jour sous la référence MAT'X
Jours et heures d'ouverture	Conforme	
Mention : « Interdiction d'accès à toute personne	Conforme	

d'accès à toute personne non autorisée		
Numéro de téléphone Gendarmerie/Police et S.D.I.S	Conforme	Afficher sur le tableau d'affichage de l'accueil

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- mettre à jour la raison sociale et l'adresse de l'exploitant sur le panneau d'affichage, en utilisant la référence ou le format requis (MAT'X).
- justifier la mise en conformité de cette information auprès de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois